

Brochure n° 3616

Convention collective nationale

IDCC : 7002. – **COOPÉRATIVES AGRICOLES DE CÉRÉALES,
DE MEUNERIE, D'APPROVISIONNEMENT, D'ALIMENTATION
DU BÉTAIL ET D'OLÉAGINEUX**

AVENANT N° 108 DU 25 OCTOBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0797051M*

IDCC : 7002

Entre :

La fédération française des coopératives agricoles de collecte, d'approvisionnement et de transformation (FFCAT) ;

La fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC).

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et secteurs connexes (FGTA) FO ;

Le syndicat national de la coopération agricole de la confédération française de l'encadrement (SNCOA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1.1

Contingent d'heures supplémentaires

L'article 6 de l'avenant n° 88 du 20 février 2001, intégré dans l'annexe IX est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Afin de permettre aux entreprises de s'adapter à la distorsion de concurrence résultant des mesures prises dans le transport public, celles-ci pourront faire effectuer à leurs conducteurs des heures supplémentaires au-delà

(1) La procédure d'extension de ce texte à été engagée.

de la durée hebdomadaire du travail effectif ou de la durée considérée comme équivalente sans pouvoir excéder un contingent :

- de 90 heures par salarié et par an pour les entreprises ayant recours à la modulation du temps de travail ;
- de 130 heures par salarié et par an lorsque l'entreprise ne recourt pas à la modulation du temps de travail.

Les heures supplémentaires effectuées dans le cadre dudit contingent seront soit rémunérées, soit remplacées, en tout ou en partie, par un repos compensateur équivalent, conformément aux dispositions des articles L. 713-6 et L. 713-7 du code rural. »

Article 1.2

Contingent dérogatoire

Il pourra toutefois être dérogé au contingent prévu ci-dessus par un accord d'entreprise ou d'établissement, conclu selon les dispositions des articles L. 132-18 et suivants du code du travail, prévoyant un contingent supérieur sans pouvoir excéder :

- 200 heures par salarié et par an pour les entreprises ayant recours à la modulation du temps de travail ;
- 220 heures par salarié et par an lorsque l'entreprise ne recourt pas à la modulation du temps de travail.

L'accord d'entreprise fixera notamment, selon les spécificités propres à l'entreprise, les dispositions des accords d'aménagement et de réduction du temps de travail et du compte épargne-temps éventuellement en vigueur dans l'entreprise, les modalités de recours et d'indemnisation des heures accomplies dans le cadre de ce contingent dérogatoire qui seront soit rémunérées, soit remplacées, en tout ou en partie, par un repos compensateur équivalent, conformément aux dispositions des articles L. 713-6 et L. 713-7 du code rural.

Article 2

Demande d'extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 25 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)